
24.09.2013 - 11:32 Uhr

Des salaires minimums prescrits par l'Etat sont la mauvaise recette

Zürich (ots) -

Le Conseil des Etats a pris la bonne décision pour Employés Suisse. Dans la discussion sur les salaires, ceux de la classe moyenne doivent aussi être pris en considération.

Peu surprenant que le Conseil des Etats est rejeté l'initiative sur les salaires minimums des syndicats. Employés Suisse salue cette décision. En effet, l'initiative est la mauvaise recette.

Pour obtenir des salaires décents pour tous, aucune intervention étatique n'est nécessaire, mais il faut plus de partenariat social et plus de participation des employés lors des négociations salariales dans les entreprises. Les partenaires sociaux dans chaque branche savent mieux ce qui est bien et possible pour la branche et ce qui ne l'est pas. Cela vaut aussi pour la représentation des travailleurs dans les entreprises. Le Conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a qualifié récemment le partenariat social, l'innovation et le marché du travail libéral suisse de fondements au succès de notre pays. Selon ce principe démocratique, la Suisse fonctionne depuis des siècles parfaitement et prospère économiquement. Il y a aucune raison de jeter maintenant par-dessus bord le système et d'introduire un contrôle étatique plus stricte.

L'accent ne devrait pas être uniquement mis sur les salaires minimums. 60 pour cent des ménages appartiennent à la classe moyenne. Selon une étude d'Avenir Suisse, les salaires de ce grand segment de la population ont, durant les vingt dernières années, moins augmenté que les bas et hauts salaires. Une étude récente d'Employés Suisse a mis en lumière que la classe moyenne avait peur de son déclin. Toujours plus de familles suisses de la classe moyenne ne peuvent pas mettre de côté de l'argent à la fin du mois. Et toujours moins de familles peuvent s'offrir une maison individuelle. Alors que la classe moyenne supérieure va tendanciellement mieux qu'il y a trois ans, les perspectives se sont dégradées pour la classe moyenne inférieure et pour les jeunes familles. Cela est une évolution dangereuse. La classe moyenne a donc besoin d'un lobby comme Employés Suisse qui s'engage fortement pour de bons salaires pour la classe moyenne et contre des impôts et taxes extrêmes.

Le Conseil des Etats a aujourd'hui aussi voté approuvé une amélioration de la mise en oeuvre des mesures d'accompagnement contre le dumping salarial ainsi que le renforcement des instruments du partenariat social. Employés Suisse considère cela comme important, car les mesures d'accompagnement ne sont efficaces que si elles peuvent être mise en oeuvre de manière cohérente. Employés Suisse espère que le Conseil national renforcera aussi le partenariat social.

Contact:

Virginie Jaquet, communication Employés Suisse, 044 360 11 43

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100006251/100744330> abgerufen werden.